

1. ACTUALITE ECONOMIQUE ET SOCIALE

(Opinion Way pour LCI, 24 juin / Via Voice pour les Echos et France Info, 26 juin)

- ✓ **70% des Français « approuvent la fermeté du gouvernement face aux conflits sociaux (SNCF, intermittents) ».** L'approbation est massive dans l'ensemble du spectre politique (88% à droite ; 75% au PS ; 71% au Front National) à l'exception des sympathisants Front de Gauche qui ne sont que 36% à la soutenir (62% la rejettent).

A noter cependant que, si le mouvement à la SNCF bénéficie d'une faible sympathie, celui des intermittents est soutenu par 41% des Français (en baisse).

- ✓ **74% ne pensent pas que « le chômage baissera en France d'ici 2017, fin du quinquennat de François Hollande ».** Seuls les sympathisants PS se démarquent, en étant également partagés (50/50). La droite est radicalisée (88% n'y croient pas, 96% des sympathisants FN) ; les électeurs Front de Gauche incroyables à 74%.

- ✓ quelques signes pourraient indiquer un **léger regain du moral des ménages**. Les **intentions de consommations** se remettent à progresser (+3 pts à la question « envisagez-vous ces prochains mois de dépenser plus d'argent que ces derniers mois ? ») ; les inquiétudes concernant les **impôts** régressent légèrement (-3 pts à 48%), même si l'allergie fiscale reste forte.

A noter cependant que parmi les dépenses qui préoccupent le plus les Français, **l'alimentation** progresse (à 38%) ; et **l'électricité** se retrouve au même niveau que l'essence (à 27%), alors même que l'hiver est derrière nous.

2. EDUCATION

(Ifop pour l'Edition du Soir, 26 juin)

- ✓ **Le sentiment que l'école est en panne progresse** : les Français sont de plus en plus nombreux à considérer que l'école « apprend principalement la peur de l'échec » (49%, +11 pts par rapport à juillet 2007) et « le dégoût des études » (35%, +13 pts) ; au détriment du « goût de la réussite » (14%, -9 pts) et du « sens de la discipline » (12%, -5 pts).

L'impression d'une rupture générationnelle se reflète particulièrement dans le contraste avec ce que les personnes interrogées retiennent de leur propre parcours scolaire. Ainsi, « l'envie d'apprendre » (47%) et « le sens de la discipline » (34%) paraissent les principales valeurs transmises à l'époque.

- ✓ Paradoxalement toutefois, 84% des parents d'élèves jugent que « leurs enfants se sentent bien à l'école » - même si cette appréciation s'est dégradée de 10 points par rapport à 1998.
- ✓ Dans ce contexte, **seuls 26% des Français sont favorables à la suppression des notes à l'école**. Le débat ouvert par B. Hamon ne semble pas compris, alors même que ressortent des études qualifiant les demandes traditionnelles : discipline ; savoirs de base ; lutte contre l'échec scolaire.

3. EUTHANASIE

(BVA pour Le Parisien, 25 juin)

- ✓ **89% des Français sont favorables à une loi autorisant l'euthanasie** (dont **98%** des 65 ans et plus).

Les sondages enregistrent depuis longtemps une quasi-unanimité sur cette question. En octobre 2013, 92% des Français se disaient favorables à « *une loi autorisant les médecins à mettre fin, sans souffrance, à la vie de ces personnes atteintes de maladies insupportables et incurables si elles le demandent* » (Ifop). Fin 2012, 89% des Français souhaitaient « *une loi autorisant le recours à l'euthanasie active pour les personnes en fin de vie qui en feraient la demande* » (Ifop).

Ces résultats sont particulièrement stables dans le temps : déjà en 1987, 85% des Français étaient favorables à l'idée « *qu'un malade soit aidé à mourir à sa demande* » (TNS-Sofres).

Toutes les catégories sociales ou politiques y sont très largement favorables. Si les qualis indiquent des nuances, et reflètent nécessairement des interrogations qui ne transparaissent pas dans les quantis, **ce sujet a peu à voir avec le mariage pour tous** : même rempli d'une charge émotionnelle forte, il n'oppose pas un camp contre un autre.

- ✓ L'opinion est en revanche plus partagée sur les modalités, lorsque le malade n'est pas en mesure de s'exprimer : 53% pensent qu'il revient à la famille de prendre la responsabilité de cette décision ; 47% estiment qu'une décision « extérieure » est préférable (41% le médecin, 6% le juge).

4. SANTE

(BVA pour MNH, 24 juin / Ifop pour Ouest-France, 22 juin)

- ✓ **Le plan d'économie de 10 milliards d'euro sur la santé annoncé par Marisol Touraine inspire la méfiance** : 76% des Français se disent inquiets quant à « *l'impact sur l'accès aux soins* » ; 67% craignent une « *détérioration de la qualité des soins médicaux dispensés* ».
- ✓ Ces résultats sont cohérents avec les **qualis** qui indiquent une très grande sensibilité de l'opinion aux questions de santé : **le système de santé est souvent décrit comme la dernière chose qui fonctionne relativement bien en France**, alors que le reste s'effondre. Il devient dès lors l'emblème d'un « modèle social » auquel on s'accroche ; et toute action qui serait vue comme le fragilisant est clairement rejetée.

Les Français se montrent néanmoins **de plus en plus sensibles à la maîtrise des dépenses de santé**. Mais **tout ce qui paraît limiter l'accès aux soins suscite de très fortes réserves**, en particulier la réorganisation hospitalière en zone rurale (le regroupement est vécu comme une restriction et un sentiment d'isolement ; auquel s'ajoute la peur des grands hôpitaux, plus difficiles à appréhender et où la qualité du relationnel semble moindre).

A contrario, des mesures de rationalisation / bonne gestion sont plébiscitées : favoriser les médicaments génériques (y compris en déremboursant les autres) ; imposer les médicaments à l'unité afin d'éviter les gâchis ; développer l'ambulatoire.

- ✓ **Les Français sont dans ce contexte assez nettement acquis à l'idée du tiers-payant** : 54% sont favorables à sa généralisation « *car cela permettra aux plus modestes de pouvoir consulter un médecin alors qu'ils y renoncent parfois* », quand seulement 34% y seraient opposés « *car cela va déresponsabiliser les patients, créer des abus et se traduire par une hausse des dépenses de santé* ».

Ces résultats éclairent deux tendances :

- **la crainte de devoir renoncer un jour à se soigner est plus forte que la crainte de l'assistanat** : ainsi 60% des ouvriers et employés, qui sont de plus en plus nombreux à avoir déjà renoncé à consulter un médecin pour une question de moyens, se montrent favorables à cette mesure ; contre seulement 40% des professions libérales et des cadres supérieurs et 29% des indépendants - moins confrontés à ce problème.
- **des systèmes de valeurs très différents persistent entre la gauche et la droite en matière de protection sociale et d'Etat-providence** : la généralisation du tiers payant est ainsi plébiscitée par 80% des sympathisants du Front de Gauche, 61% des sympathisants PS¹ ; mais seulement 54% au Modem et 38% à l'UMP.

L'électorat FN pour sa part, du fait de sa composition sociologique hétérogène, est très partagé sur le sujet : 50% de favorables et 43% d'opposés. Dans cet électorat, seule la suppression de l'Aide Médicale d'Etat et l'instauration d'une priorité nationale pour l'accès aux soins permettent de surmonter les tensions idéologiques opposant un segment droitier très remonté contre l'assistanat, et une frange populaire frontiste très attachée à la pérennité du modèle social.

- ✓ A noter que les annonces de M. Touraine interviennent dans une **tendance observée tout au long du printemps de diminution du budget que les Français consacrent à leur santé** (mesuré régulièrement par le baromètre BVA).

1. AUTRES

- ✓ Le Conseil général de Vendée a commandé à l'Ifop un sondage indiquant que **86% des Vendéens se disent attachés à leur département** ; 80% souhaitent le maintien ou le renforcement de ses compétences ; et 71% pensent que la suppression du département de Vendée aurait un impact négatif.
- ✓ Baromètres de **popularité** : cf. note séparée.
- ✓ Jugement sur les **réformes** : cf. note séparée./.

¹ il s'agit d'une des seules initiatives gouvernementales davantage approuvée au Front de Gauche qu'au PS.